

ALI, M. Taisier et Robert O. MAJHEWS (dir.). *Civil Wars in Africa. Roots and Resolution*. Montréal/Kingston/Londres/Ithaca, McGill-Queen's University Press, 1999, 334 p.

Bandeja Yamba

Volume 31, numéro 3, 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704205ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704205ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Yamba, B. (2000). Compte rendu de [ALI, M. Taisier et Robert O. MAJHEWS (dir.). *Civil Wars in Africa. Roots and Resolution*. Montréal/Kingston/Londres/Ithaca, McGill-Queen's University Press, 1999, 334 p.] *Études internationales*, 31(3), 601–604. <https://doi.org/10.7202/704205ar>

niciens. Au-delà des considérations personnelles, la question renvoie à la conception même de la science et à son sujet d'étude. La poursuite de l'objectivité scientifique et la précision conceptuelle postulent-elles la rationalisation instrumentale des individus? Afin d'établir sa légitimité aux yeux des adeptes de l'utopie gestionnaire, le simoun du discours technologique doit-il dessécher le sujet des sciences sociales, soit l'être humain dans ses dimensions collectives? Il est là un débat sur l'usage humaniste du discours et sur ses prémisses analytiques, plus essentiel que les billevesées post-modernes, qu'il serait sain de soulever parmi la communauté scientifique.

Malgré ces quelques réserves, ce compendium des politiques européennes en matière d'immigration, par sa clarté et son apport aux connaissances, s'avère être un précieux outil pour le chercheur. Mieux, il répond de manière limpide à son objectif premier, celui de dégager nettement les contours de l'enjeu migratoire dans l'Union européenne.

Martin PAQUET

Département d'histoire et de géographie
Université de Moncton, N.-B., Canada

AFRIQUE

Civil Wars in Africa. Roots and Resolution.

ALI, M. Taisier et Robert O. MATHEWS
(dir.). Montréal/Kingston/Londres/
Ithaca, McGill-Queen's University
Press, 1999, 334 p.

Depuis leur accession à l'indépendance politique, les pays africains ont connu une profusion de guerres

civiles. Celles-ci ont commencé au Soudan en 1956, au Congo-Kinshasa en 1960, au Nigeria en 1967 et, aujourd'hui, dans une vingtaine de pays, ces guerres civiles ont des conséquences humaines et économiques désastreuses et leurs cicatrices politiques risquent de ne pas se refermer facilement. Les auteurs de ce livre ont analysé neuf de ces conflits qui se déroulent en Ouganda, en Éthiopie/Érythrée, au Rwanda, au Liberia, au Mozambique, en Somalie, au Soudan, au Zimbabwe et en Tanzanie. Par leur analyse de ces « mondes rebelles », les auteurs poursuivent deux objectifs : examiner dans un contexte comparatif leurs causes ; relever les nombreuses tentatives faites pour promouvoir la paix.

Quelles sont justement les causes de ces tragédies? La première des causes réside dans les déséquilibres structurels hérités de la colonisation, lesquels ont attisé et/ou renforcé les clivages ethniques, claniques et religieux. Sans y accorder toute l'importance, les auteurs de *Civil Wars in Africa* montrent, par exemple, comment en Ouganda, les Britanniques avaient favorisé le développement économique et social du sud de ce pays avec, pour conséquence, la migration des gens du Nord vers le Sud. Cependant, le recrutement des militaires, des membres de la police et d'autres services de sécurité était l'apanage des gens du Nord considérés comme des guerriers. Ils montrent également comment, au Rwanda, la tragédie humaine que connaît ce pays résulte de l'utilisation des mécanismes identitaires dont l'élaboration était déjà en germe dans le mode de colonisation du pays.

Toutefois, contrairement aux idées reçues, la seconde cause, sinon la principale, est endogène. Celle-ci réside dans les dysfonctionnements profonds des administrations et des économies des pays étudiés. En effet, depuis leur indépendance, ces pays n'ont pas connu la prospérité économique qu'ils espéraient ou que les dirigeants avaient fait miroiter à leurs peuples. Au contraire, la qualité de vie de la grande partie de la population n'a cessé de se détériorer. À ces facteurs s'ajoutent : la faillite de la gouvernance, la mauvaise gestion des rapports intercommunautaires, les différences religieuses et disparités régionales ; elles résultent des politiques poursuivies par les élites et de leur vision du futur. C'est même le point fort du livre, car, ses auteurs tentent de montrer que les causes des guerres civiles sont, avant tout, internes et les allégations de sabotage extérieur sont souvent un moyen utilisé par les élites politiques pour détourner l'opinion nationale sur la mauvaise gestion. Au Rwanda, pour avoir survécu à leurs premières finalités, les structures de représentation mentale et sociale, générées ou attisées par le colonisateur n'ont cessé de participer du génie social et de la manipulation culturelle dont les couches dirigeantes ont besoin pour perpétuer le pouvoir postcolonial. En Somalie, les partisans et adversaires de l'ancien président Syad Barré s'affrontent. Au Liberia, ce fut la *tribalisation* de pouvoir par l'ancien président Do au profit de son ethnie Kran qui a contribué à attiser la guerre civile dans ce pays. Dans le contexte de dégradation économique générale, l'appropriation des richesses est souvent devenue une cause essentielle des conflits.

Certes, toutes ces guerres civiles ne résultent pas des seules causes domestiques. Elles résultent également des années d'intervention des forces régionales et extra-continéntales. Même si certains pays voisins de ceux qui sont engagés dans les conflits tentaient de demeurer à l'écart, ces mêmes pays ne peuvent pas échapper à leurs conséquences : l'exode des réfugiés, l'insécurité militaire et la détérioration de l'environnement écologique et politique. Ceci amène ces pays à considérer les conflits au sein d'États voisins comme faisant partie de leurs affaires intérieures. En somme, les pays voisins ne sont surtout pas des victimes passives. C'est pourquoi, pour des raisons idéologiques dans certains cas, et pour des raisons de sécurité, dans d'autres, les pays voisins et les nations extra-continéntales fournissent assistance (armes, sanctuaire, camps d'entraînement) aux forces dissidentes. Ces interventions extérieures contribuent à rendre plus longues et plus meurtrières ces guerres en procurant aux combattants les moyens de s'affronter tout en permettant aux pays extérieurs de se faire des alliés africains. En Éthiopie, Mengistu avait obtenu un support substantiel de l'Union soviétique et de Cuba, alors que l'Érythrée était soutenue par les pays arabes et par le Soudan voisin. Au Mozambique, le bloc soviétique était un soutien majeur au FRELIMO pendant la période de lutte pour la décolonisation ; le bloc soviétique continua de jouer ce rôle même après l'indépendance, tandis que son adversaire acharné, la Renamo, était une création des forces conservatrices rhodésiennes et sud-africaines. Au Liberia, les factions ennemies trouvèrent un sanctuaire en Libye ainsi qu'un

terrain d'entraînement, alors que le gouvernement du Rwanda recevait, en 1990, l'assistance de la France, de la Belgique et du Zaïre pour repousser les rebelles du Front patriotique rwandais.

L'assistance extérieure couplée au support des grandes puissances exhorte le plus souvent les belligérants à avoir un accès aux moyens de continuer la guerre, à chercher une solution martiale plutôt que la solution négociée. Mais les belligérants sont portés à négocier lorsque les mêmes soutiens extérieurs sont substantiellement réduits. Entre 1971 et 1972, le président Nemeyri ayant rompu avec l'Union soviétique sans avoir noué avec l'Occident fut forcé de négocier l'accord de paix avec les Anyanya, alors que ces derniers avaient perdu le soutien d'Israël, de l'Ouganda et de l'Éthiopie. Ce conflit prit fin avec la signature des accords d'Addis Abeba qui offraient un statut de large autonomie aux provinces sudistes du pays. Cependant, le régime du maréchal Nemeyri ne cessa, par la suite, de reprendre aux sudistes les libertés obtenues après dix-sept ans de guerre. En 1983, le conflit reprenait pour ne pas cesser jusqu'à aujourd'hui.

La fin de la guerre froide a entraîné le désengagement massif des puissances américaine et soviétique. C'est ainsi que certains conflits se sont éteints, en partie faute de moyens. Au Mozambique, la fin de la guerre froide évidemment, la fin du régime de l'apartheid en Afrique du Sud, la sécheresse de 1992 combinée aux coûts très élevés de la guerre ont forcé les deux protagonistes (le Frelimo et la Renamo) à signer un accord de paix. Au Rwanda, la démonstration de force à un cer-

tain moment par le Front patriotique rwandais, en 1990, montra à la délégation du gouvernement Habyarimana aux pourparlers d'Arusha que si la guerre continuait, le gouvernement dirigé par les Hutu avait tout à perdre sur le terrain.

Cependant la fin de la bipolarité n'a pas mis fin aux conflits. Bien au contraire, des neuf conflits analysés, sept se sont intensifiés. L'une des raisons en est la privatisation des acteurs, directs ou indirects, de la guerre. Il s'agit de sociétés privées qui prennent part aux combats pour le compte d'un État contre une rémunération ou des avantages en nature, ou bien qui financent l'une des parties à un conflit avec l'espoir de retirer des profits à long terme. Ces évolutions contribuent à la pérennisation des conflits, rendant vaines de nombreuses tentatives de paix. Elles expliquent, en partie, pourquoi la communauté internationale semble dépassée face à la multiplication des affrontements.

Comment instaurer la paix dans ces pays et sous quelles conditions? Selon tous les auteurs, l'instauration de la paix exige la *médiation d'une troisième partie*. Désintéressée, non impliquée et neutre, la troisième partie est en mesure de proposer un accord acceptable par les parties impliquées. Mais pour que la médiation ait une chance de réussir, il faut que les forces en conflit acceptent, séparément et individuellement, de reconnaître que la médiation est dans leur intérêt. Au Mozambique, ce rôle fut joué par la communauté de *Sant Egidio*, par le gouvernement italien et par plusieurs autres pays donateurs; au Liberia, ce fut le président Rawlings du Ghana et le soutien des Nations Unies; au

Rwanda, ce fut un groupe d'États africains et non africains; au Soudan, pour les accords d'Addis Abeba de 1972, ce furent le Conseil de toutes les églises africaines et l'empereur de l'Éthiopie de l'époque, Hailé Sélassié.

La signature d'un accord de paix ne signifie pas la paix mais seulement le début d'un long processus plein d'embûches. Si les structures de la paix ne sont pas bien établies et renforcées, la trêve est comme un volcan qui peut se transformer encore en conflit. C'est pourquoi l'intervention de la troisième partie doit avoir des objectifs clairs et précis et doit pouvoir être réalisée selon un programme acceptable par toutes les parties. La démobilisation des militaires gouvernementaux et des insurgés et leur réintégration dans la société civile; l'élimination des surplus des armes; la mise en place des structures juridiques, politiques, sociales et économiques; le développement d'un système politique ouvert à la participation de tous les groupes, la tenue des élections libres, la réforme de la fonction publique, le respect des droits humains sont tous des préalables à la consolidation d'une paix durable dans les pays étudiés.

Dans l'ensemble, ces préalables à la paix demeurent justes. Cependant les auteurs ont oublié d'ajouter à leur liste deux domaines importants: l'éducation et l'information. Car les causes des conflits et de la violence relèvent aussi de l'éducation. Celle-ci doit commencer au sein de la famille et se poursuivre à tous les niveaux de l'enseignement; cette éducation doit porter aussi bien sur l'enseignement des droits de l'homme et de la démocratie que sur celui du droit humanitaire et de l'État de droit. Tandis que l'infor-

mation permet d'engager un dialogue entre les dirigeants et le peuple en créant un flux à double courant: de la base au sommet et du sommet à la base. C'est cela la démocratie: la participation à la prise de décisions et pas seulement le simple fait d'amener les peuples aux urnes, toute activité suspendue pour choisir des kleptocrates qui légitiment leur régime vis-à-vis de l'Occident mais qui, en termes de méthodes, s'emploient avec une constance égale à celle de leurs prédécesseurs despotes, à exercer une activité de prédation sur des ressources de plus en plus réduites.

Bandeja YAMBA

Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

AMÉRIQUE LATINE

God's Assassins, State Terrorism in Argentina in the 1970s.

MARCHAK, Patricia (*en collaboration avec William MARCHAK*). Montréal, McGill-Queen's University Press, 1999, 393 p.

C'est avec un grand intérêt que j'ai lu *God's Assassins, State Terrorism in Argentina in the 1970s* de Patricia Marchak. Cependant, je dois avouer immédiatement que cette lecture m'a laissé plutôt perplexe et ce, pour plusieurs raisons.

D'entrée de jeu, il faut constater que l'auteure aborde une question cruciale et d'actualité pour plusieurs sociétés latino-américaines, c'est-à-dire le terrorisme d'État et les exactions des militaires durant la guerre froide. En résumé, le livre est un compte-rendu détaillé des événements politiques survenus en Argentine de